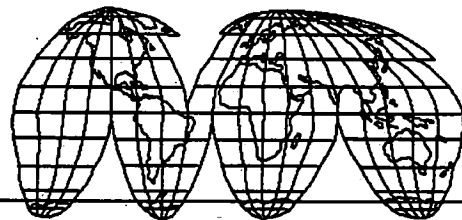


Du 12 au 18 janvier 1994



Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international

Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

**M. Léonard Legault dirigera la délégation canadienne à la
commission des droits de l'homme de l'ONU**

Le 16 janvier 1995, n° 10

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a annoncé aujourd'hui que M. Léonard Legault dirigera la délégation canadienne à la 51^e séance de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies. La Commission, qui est le principal organisme de l'ONU concernant les droits de la personne, se réunira à Genève du 30 janvier au 10 mars 1995. M. Legault est actuellement ambassadeur auprès du Saint-Siège. Il avait auparavant occupé plusieurs postes de direction au ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, notamment le poste de sous-ministre adjoint principal (États-Unis) et coordonnateur, Accord de libre-échange, ainsi que le poste de sous-ministre adjoint pour les Affaires juridiques, consulaires et d'immigration. Il a également déjà été en poste à Varsovie, New Delhi, Genève, Lagos et Washington.

**M. MacLaren procède à la nomination de nouveaux
présidents des groupes de consultations sectorielles
et annonce leur restructuration**

Le 16 janvier 1995, n° 9

Le ministre du Commerce international, l'honorable Roy MacLaren, a procédé aujourd'hui à la nomination de nouveaux présidents et de nouveaux membres des Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE), lesquels ont été restructurés et rationalisés de façon à tenir compte des réalités nationales et internationales actuelles. M. MacLaren a accueilli les présidents du Comité consultatif sur le commerce extérieur (CCCE), ses groupes de travail et les GCSCE lors d'une rencontre à Ottawa. « Les GCSCE ont apporté une contribution inestimable à la formulation de la politique commerciale du Canada, particulièrement durant les négociations commerciales des dernières années. » Le nombre total de GCSCE sera toujours de 15, mais le nombre de membres de chaque groupe est passé de 20 à 17.

**Le Canada adhère à l'Arrangement relatif à la classification
internationale des brevets**

Le 16 janvier 1995, n° 8

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et le ministre de l'Industrie, M. John Manley, ont annoncé aujourd'hui que le Canada avait adhéré à l'Arrangement de Strasbourg relatif à la classification internationale des brevets (CIB). « À titre de signataire de l'Arrangement, le Canada pourra contribuer, de concert avec ses principaux partenaires commerciaux, au développement continu et à l'application du système de classification internationale des brevets, et mieux se positionner au sein de la communauté mondiale s'occupant de propriété intellectuelle », a déclaré M. Ouellet. Il faut absolument classer les brevets afin de pouvoir retracer facilement les renseignements qui s'y rapportent. Le recours à un système de classification internationale facilite en outre l'accès à la technologie mondiale. L'Arrangement de Strasbourg entrera en vigueur au Canada dans un an.

Visite de M. Ouellet au Liban et au Koweït

Le 13 janvier 1995, n° 7

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, se rendra en visite officielle au Liban et au Koweït du 25 au 28 janvier prochain afin de s'entretenir avec les autorités libanaises et koweïtiennes et procéder à la réouverture de l'ambassade canadienne à Beyrouth. La réouverture de notre ambassade à Beyrouth marque un tournant dans nos relations avec le Liban. Elle permettra au Canada de resserrer ses liens politiques et économiques avec ce pays et de participer de façon plus efficace à l'oeuvre de reconstruction en cours. Quant au Koweït, il s'agit d'un partenaire économique de plus en plus important pour le Canada. Nous nous devons de renforcer nos relations commerciales avec ce pays », a déclaré M. Ouellet.

DISCOURS

Maintenant que nous [le Canada] nous sommes engagés en faveur du libre-échange, d'abord avec l'Amérique latine, puis avec une bonne partie des pays d'Asie, les barrières commerciales qui subsistent avec l'Europe apparaissent de plus en plus anormales. D'autant plus que l'Europe est notre deuxième plus important

partenaire commercial, et que ce partenariat ne se résume pas à de simples échanges traditionnels de produits et de services, mais constitue plutôt un chassé-croisé de plus en plus complexe d'investissements et d'échanges technologiques transatlantiques. C'est justement la possibilité que nos deux continents s'éloignent l'un de l'autre qui explique pourquoi le premier ministre a récemment invité l'Union européenne à envisager le libre-échange avec l'ALENA. Bien entendu, l'objectif ne serait pas simplement de s'assurer l'accès à un marché, mais bien de favoriser la compétitivité, le dynamisme et l'émergence d'une masse critique de l'économie transatlantique — pour reprendre ses termes, «de ré-energiser nos rapports économiques». [...] Comme nous souscrivons au libre-échange dans les Amériques, au libre-échange au sein de l'APEC et peut-être au libre-échange avec l'Europe, un nouvel arrangement commercial, une sorte de super-Organisation mondiale du commerce, pourrait être conclu en temps voulu et rapprocher tous les blocs. Le recrutement des membres ne se ferait plus en fonction de la région, mais en fonction de la volonté de pratiquer des échanges commerciaux et des investissements plus intenses et plus globaux obéissant à des règles précises. [...] Mais le plus grand mérite de l'approche axée sur une super-Organisation mondiale du commerce serait d'atténuer la rivalité entre les différents blocs régionaux. [...] L'expansion rapide de l'ALENA, de l'APEC et de l'Union européenne marque-t-elle le triomphe du régionalisme? Ou cette expansion nous indique-t-elle que les blocs régionaux doivent finir par converger vers un ordre commercial plus global? Sommes-nous en train de comprendre que les entreprises internationales actives sur les marchés mondiaux devront, tôt ou tard, obéir à des règles internationales?

Notes pour une allocution de l'honorable Roy MacLaren, ministre du Commerce international (prononcée par Allen Kilpatrick, sous-ministre du Commerce international), au Centre d'études internationales et au Centre d'étude du commerce international, à l'Université de Toronto «La politique commerciale du Canada pour le XXI^e siècle : La chute des Murailles de Jéricho» à Toronto, Ontario, le 18 janvier 1995.

Les droits de la personne ne représentent pas uniquement un but énoncé dans la charte des Nations Unies. Ils ont aussi un lien direct avec les objectifs onusiens en matière de sécurité, de développement et d'assistance humanitaire. Le Canada a joué un rôle important dans la décision de créer la charge de haut commissaire des Nations Unies pour les droits de l'homme, dont le vaste mandat vise la promotion et la protection de ces droits, la prévention des violations, l'assistance technique et la coordination des activités relatives aux droits de la personne dans l'ensemble du système des Nations Unies. J'aimerais connaître vos vues sur la façon de rendre cette charge le plus efficace possible, car il nous reste encore à transposer ce mandat sur le plan pratique, à intégrer les activités du haut commissaire et d'autres mécanismes de promotion des droits de la personne dans le travail qu'accomplit l'Organisation au niveau politique et sur les plans de la sécurité et du développement, et dans ses opérations de prévention et de maintien ou de rétablissement de la paix. [...] J'en suis ainsi amenée à croire personnellement que si les nations du monde ne peuvent pas toujours intervenir pour empêcher de telles tragédies humaines, les gouvernements soucieux d'assurer le respect des droits de la personne, dont le nôtre, doivent se tourner vers la prévention des conflits et la médiation. C'est le rôle habituellement joué par les Casques bleus, mais ceux et celles d'entre nous qui se rendent dans des coins reculés du globe au nom de notre gouvernement sont de plus en plus nombreux à être convaincus qu'il nous faut miser davantage sur les méthodes « douces » de prévention des conflits que sont l'alerte rapide, la médiation, l'établissement de rapports de confiance et l'éducation. [...] Le gouvernement dont je fais partie et les ONG que vous représentez doivent continuer à travailler de concert à la promotion et à la protection des droits de la personne partout dans le monde. Je suis convaincue que ces deux jours de consultations faciliteront la poursuite de cet objectif pendant la 51^e session de la Commission des droits de l'homme.

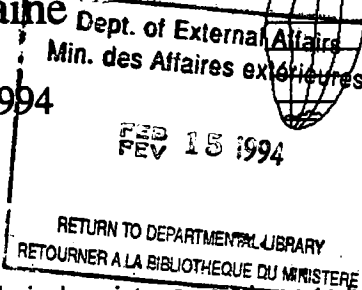
Notes pour une allocution de l'honorable Christine Stewart, secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), à l'occasion des 10^{es} consultations annuelles entre les organisations non gouvernementales et le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international en prévision de la 51^e session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies [30 janvier - 10 mars 1995], à Ottawa, Ontario, le 17 janvier 1995.

À VENIR :

19-30 janvier :	Le premier ministre en Amérique latine et aux Antilles
25-28 janvier :	Ministre des Affaires étrangères visite le Liban et le Koweït
27-28 janvier :	Forum économique mondial (Davos, Suisse)
6 février :	La Chambre des communes recommence à siéger
23-24 février :	Visite du président des États-Unis à Ottawa

This Week Le commerce et
International Trade and la politique étrangère
Foreign Policy cette semaine

January 27- February 2, 1994



PRESS RELEASES:

Canada to Assist Ukrainian Elections

February 2, 1994, No. 17

Foreign Affairs Minister André Ouellet announced a technical assistance package to help Ukraine organize and conduct its first democratic parliamentary elections, March 27. The \$2.5-million Canadian initiative is the largest and most comprehensive among international donors. "These first-ever multiparty elections in Ukraine are of particular interest to Canada since so many Canadians have family and historical ties to the region. We welcome this clear move toward a democratic, pluralist political system and we are committed to helping Ukrainians ensure that this vote is conducted fairly and openly," Mr. Ouellet said.

MacLaren Encourages Efforts to Boost Canadian Education Exports in the Asia-Pacific Region

January 31, 1994, No. 16

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, said that Canada must step up efforts to promote its high-quality educational products and services in the Asia-Pacific region. Mr. MacLaren was responding to a study released today by the Department of Foreign Affairs and International Trade that highlighted the important political and economic benefits generated by international students in this country. This includes an estimated \$1.5-billion-a-year contribution to the Canadian economy, accounting for 19 000 jobs for Canadians. "We must heed the wake-up call," said Mr. MacLaren. "International education represents a vital opportunity for Canada to become better known to the next generation of Asian decision-makers. The economies of the region are the fastest growing in the world. Canada's economic growth and competitiveness increasingly will be linked to this region." In this context, Mr. MacLaren also announced that his department will sponsor a conference on Canadian education and the Asia-Pacific region in Vancouver from March 9 to 11. Canadian Education and the Asia-Pacific Region: A Vision for the Future will invite representatives of federal and provincial governments, academic institutions, education associations and non-government organizations to develop a five-year strategy for marketing educational products and services in the Asia-Pacific region. Copies of the education marketing study, *International Education: The Asia Pacific Region and Canada*, can be obtained by calling InfoEx at 1-800-267-8376 or, in the National Capital region, at 944-4000.

MacLaren Welcomes FTA Injury Panel Decision on Softwood Lumber

January 28, 1994, No. 15

The Honourable Roy MacLaren, Minister for International Trade, noted with satisfaction the ruling of a Canada-U.S. Free Trade Agreement (FTA) binational panel that Canadian softwood lumber imports do not cause injury to the U.S. domestic industry. The Panel upheld its July 26, 1993, ruling and rejected the U.S. International Trade Commission (ITC) determination of October 18, 1993, that there was evidence of injury to the U.S. industry. "This is a welcome and important development in this long and costly dispute," Mr. MacLaren said. "Two FTA panels have now upheld their earlier rulings that Canadian programs do not confer countervailable subsidies and that Canadian softwood lumber imports do not injure the U.S. domestic industry."

Canadian Named to South African Electoral Commission

January 28, 1994, No. 14

Foreign Affairs Minister André Ouellet and the Chief Electoral Officer of Canada, Jean-Pierre Kingsley, announced that the Transitional Executive Council of South Africa has chosen Ron Gould of Elections Canada to be one of five international members of South Africa's Independent Electoral Commission. "Mr. Gould's appointment is an honour that reflects well on Canada and further illustrates our commitment to the democratic evolution of South Africa. Canada recently announced the allocation of \$2.5 million to support voter education programs, preparations for the election, and election monitors and observers. Secretary of State (Latin America and Africa) Christine Stewart will visit South Africa later this week to discuss election plans with South African leaders," said Mr. Ouellet.

FROM THE DEPARTMENT OF FINANCE CANADA:

Extension of the General Preferential Tariff

January 31, 1994, No. 94-011

The Honourable Douglas Peters, Secretary of State (International Financial Institutions), tabled, on behalf of the Minister of Finance, the Honourable Paul Martin, legislation in the House of Commons to extend Canada's General Preferential Tariff (GPT) scheme for developing countries for a ten year period beyond its expiry date of June 30, 1994. He also announced that, with the Uruguay Round of Multilateral Trade Negotiations being concluded, a review of the scope of the GPT will be undertaken. The proposed extension of the GPT to the year 2004 reflects the federal government's commitment to lowering import barriers and encouraging economic growth in the developing world. Under the GPT scheme, over 180 developing countries and territories are entitled to lower Canadian tariffs on a wide range of products. This favourable access to the Canadian market helps them develop the export sectors of their own economies. At the same time, Canadian consumers benefit from lower prices and Canadian producers have access to more competitively priced inputs. Canada's GPT program was first established in 1974. Similar programs of preferential tariff treatment for developing nations were introduced by all the major industrialized countries in the early 1970's.

STATEMENTS:

Mr. Speaker, the purpose of today's debate is to provide Members of this House with the opportunity to express their views with regard to the budget. This debate is unusual. In the past, MPs were not part of the budget making process. Yes, budgets were tabled here, and debated, and voted upon. But, there was little opportunity for MPs to influence content. On all sides, the focus was on scoring points for the Party rather than for the country. Mr. Speaker, we believe that process was deeply flawed.... How do we get the deficit down? Let me frame the challenge. We could fire every public servant, discharge every soldier, and board up every government building - shut the whole show down- and we would still have a deficit. We could abandon all of the major programs we have in place to help the elderly and all the U.I. payments that assist the unemployed --

and the deficit would still be with us. Now I would hope that no one in this House will argue that the deficit should be brought down on the backs of those most in need. But if they did I would simply point out that not only is slash and burn morally wrong, economically it won't work. It's counterproductive. We need a long-term, solid, sure strategy to bring the deficit down, one that is creative, compassionate and constructive. We intend to put one in place. The budget this year will have real cuts. But the budget will also set in train important processes to reform the most fundamental programs of the federal government.... In the debate today, the easiest priority to put forward is one's own. The most obvious area to ask for more spending is one's own. The most obvious area to ask for cuts is everyone else's. But this debate is about a national budget, not a personal budget. It is about trade-offs, about the balance we need as a nation.

Notes for an Address by the Honourable Paul Martin, Minister of Finance, to the House of Commons (Ottawa, Ontario, February 1, 1994, No. 94-012)

CITIZENSHIP AND IMMIGRATION:

Marchi Announces New Consultation for Ten-Year Immigration Framework

February 2, 1994, No. 94-6

In announcing the 1994 immigration levels, Citizenship and Immigration Minister Sergio Marchi launched a new public consultation process that will help shape the country's immigration policy for the next decade. The new course will set the stage for establishing a new ten-year strategic framework for immigration policy, within which new five-year plans will be set. "We desperately need to move beyond annual targets and narrow visions," said Marchi. "A sound immigration program requires a creative, broad, long-term plan. Fundamentally, Canadians need to express a vision of what they want to achieve as a nation in the next ten to fifteen years, and then articulate how immigration, as one important tool, can help us achieve that benchmark."

Minister Delivers 1994 Immigration Plans

February 2, 1994, No. 94-5

Sergio Marchi, Minister of Citizenship and Immigration, presented the government's 1994 immigration levels to the House of Commons. The target for this year is set at 250 000. "This level reflects this government's commitment, set out in the Red Book, to maintain immigration at approximately one percent of Canada's population," stated Marchi. "Specifically, promises to prioritize family class and independent skilled immigration, while promoting a humanitarian policy towards refugees, have been honoured." The number of family class immigrants will increase by 1 300 over last year for a total of 111 000, representing 45% of overall levels. The stream for independent immigrants -- those selected primarily for their labour market skills -- will increase by almost 10 000 for a total of 86 700. This class, combined with business-related applicants, accounts for 44 percent of the total levels. In keeping with Canada's international commitment to refugees, the number of refugees will be increased by 3 500 for a total of 28 300 for 1994. Government sponsored refugees will number 7 300 (up 700), privately sponsored are set at 6 000 (up 1 400), while successful refugee claimants to be landed in Canada are estimated at 15 000 (up 1 400). Importantly, the refugee levels are at a maximum with respect to budgetary and settlement programs established in 1993. "I especially want to work more closely and cooperatively with the private sector in resettling overseas refugees," said Marchi.

Refugee Claimants allowed to work in Canada

January 24, 1994, No. 94-3

Minister of Citizenship and Immigration Sergio Marchi announced that, effective immediately, refugee claimants will be eligible to work in Canada while waiting for their claims to be concluded. "I believe it is important to offer refugee claimants the opportunity to support themselves and to encourage them to seek work," declared Marchi. "Forcing people onto welfare helps no one. Systematic welfare dependency costs the taxpayer, the provinces and the dignity of people like refugee claimants who want to work. In our Red Book our party promised easier access to work permits. I am keeping that promise today," added Marchi. Eligible claimants must submit a Personal Information Form, have a medical examination and have their fingerprints taken, before being given a work permit. This could take between three weeks to two months. The work permits would allow claimants to work at any job.

NATIONAL DEFENCE:

Canadian Peacekeepers Attacked in Croatia and Bosnia

January 23, 1994, CCUNPROFOR 018

Two Canadian peacekeepers were involved in separate significant incidents January 22 and 23. In Croatia, Captain Daniel Massé of Val Belair, Québec and his French driver were fired upon late the afternoon of January the 22 by unidentified soldiers as they were returning to the UN Sector South Headquarters in Knin....Neither was injured.... In central Bosnia, a grenade was thrown (at 3 A.M. on January 23'rd) into an observation post in Canadian peacekeepers camp in Visoko. No injuries resulted from the blast.

UPCOMING EVENTS:

- March 1994: Inter-American Development Bank Annual Meeting (Guadalajara)
- June 5-11, 1994: OAS Annual Assembly (Belem, Brazil)
- July 8-10: G-7 Economic Summit (Naples, Italy)

Additional copies of the above documents can be ordered through the Department of Foreign Affairs and International Trade at (613) 944-4000 or toll-free at 1-800-267-8376. "This Week in Trade and Foreign Policy/Le commerce et la politique étrangère cette semaine" is produced weekly by the Communications Bureau of the Department of Foreign Affairs and International Trade.